

**18 mars 2008**

**Les maisons d'enfants non subventionnées crient leur désarroi. Il faut revoir la politique d'accueil de la petite enfance. Il y a urgence !**

Ils étaient une centaine, hier, venus d'un peu partout en Wallonie et à Bruxelles, à avoir répondu à l'invitation du **Centre Jean Gol**. La Députée fédérale **Florence Reuter** organisait une conférence-débat suite aux propositions déposées à tous les niveaux de pouvoir par le MR pour **encourager les accueillantes autonomes et les maisons d'enfants non subventionnées**.



Le changement de commission paritaire (CP 332) qui soumet tous les milieux d'accueil subventionnés et non subventionnés aux mêmes barèmes pour les salariés a des conséquences dramatiques. Soit les maisons d'enfants ferment leurs portes, soit elles augmentent leurs tarifs de façon prohibitive pour les parents. Mais aucune ne peut survivre face à la nouvelle réglementation car elles n'ont d'autres revenus que la contribution des parents.

L'objectif de la conférence-débat était d'écouter les acteurs de terrain pour mener une réflexion en profondeur et dégager de nouvelles pistes afin d'appliquer une autre politique d'accueil de la petite enfance qui tienne compte des réalités. Les milieux d'accueil non subventionnés sont complètement niés par le gouvernement de la Communauté française PS-CDH. Pour preuve, une seule ligne leur est consacrée dans le nouveau contrat de gestion de l'ONE alors que ces milieux d'accueil représentent un tiers des places en Communauté française ! Cela ne sert à rien de vouloir créer uniquement des nouvelles places subventionnées que la Communauté française ne peut financer, il faut encourager les indépendants qui ne coûtent rien à l'ONE et qui offrent une qualité similaire.



La qualité, voilà un autre point épinglé par les acteurs de terrain. Ils souffrent d'une image négative car ils ne sont pas subventionnés alors qu'ils répondent aux mêmes normes que les crèches subsidiées, ils ont les mêmes contraintes mais aucun soutien financier.

C'est donc deux poids deux mesures. Il faut mettre un terme à une politique archaïque qui rejette tout ce qui ne dépend pas directement des autorités ! L'Europe nous impose un taux de couverture de 33% en 2010, nous atteignons à peine 26% en Communauté française alors qu'en Flandre où la politique tient mieux compte des accueillantes indépendantes, le taux de couverture est de 50%

La conférence-débat a permis à tous de s'exprimer librement au-delà des clivages politiques. Cela a également permis de faire émerger toute une série d'idées, de pistes, pour améliorer l'accueil de la petite enfance et répondre avant tout au besoin des parents. Est-il normal pour un couple d'attendre d'avoir une place en crèche avant d'envisager de créer une famille ?



**Cette conférence-débat s'inscrit dans une démarche globale qui vise à améliorer la conciliation travail et famille, cheval de bataille de la Députée Florence Reuter.** En outre, elle cadre pleinement dans une politique d'emploi, car mieux favoriser l'intégration des femmes sur le marché du travail nécessite que l'on mette des structures adaptées à leur disposition.